# Budget-M. Gray

Canadiens. Et cela c'est grave. L'aveu caché s'en trouve dans les tableaux annexés au budget, par lesquels le gouvernement indique ce qu'il entend payer en intérêts sur la dette publique pendant les prochaines années.

En outre, dans les dispositions qu'il a prévues pour encourager les Canadiens à participer au capital des entreprises, le gouvernement limite cette mesure aux sociétés constituées au Canada et inscrites à la cote des bourses canadiennes, où que puisse se trouver la propriété ou le contrôle de leur capital. Il est certain que cette mesure devrait favoriser, sinon viser exclusivement, les sociétés à capital ou à contrôle canadiens.

## Des voix: Bravo!

M. Gray: Autrement, cette proposition serait principalement un moyen de mettre à la disposition des sociétés sous mainmise étrangère une plus grande partie des épargnes des Canadiens que maintenant. Ces sociétés n'auraient en effet qu'à vendre une part minoritaire de leurs actions ou des actions sans droit de vote, sans rien changer à la mainmise étrangère. Nous voulons sûrement employer les mesures que propose le budget pour encourager les Canadiens à acheter des actions, mais nous voulons aussi le faire de manière à aider les sociétés dont le contrôle est canadien, qui souvent n'ont pas autant de facilité que les filiales de sociétés étrangères à trouver les capitaux nécessaires. Il est étrange que les propositions relatives aux obligations à dividendes extraordinaires offertes pour une année aux petites entreprises ne s'appliquent qu'au sociétés dont le contrôle est canadien. Pourquoi n'en est-il pas ainsi pour le régime de placement en actions? Par ailleurs, pourquoi les propositions relatives au placement en actions devraientelles ne s'appliquer qu'aux actions cotées en bourse?

Il sera ainsi beaucoup plus difficile à de nombreuses petites sociétés canadiennes d'obtenir les capitaux dont elles ont besoin pour croître et, dans certains cas, simplement pour se tenir à flot. La proposition conservatrice favorise les grandes entreprises, celles qui sont assez importantes pour que leurs valeurs soient cotées en bourse. Il faudrait sûrement que les petites entreprises privées soient admissibles. Bien que ces propositions aient un certain mérite, elles ne seront pas d'un grand secours pour la majorité des Canadiens à petits et moyens revenus. Ils n'auront même pas \$10,000 ou \$20,000 pour investir dans ces régimes, certainement pas avec le fardeau supplémentaire qu'ils auront à supporter, ces prochaines années, en raison de la hausse des prix de l'énergie et des taxes d'accise que leur impose le gouvernement.

### • (1620)

Une autre mesure que le gouvernement aurait pu prendre a trait à l'achat d'actions que les libéraux avaient proposé au cours de la campagne électorale et qui vise tout particulièrement à permettre aux travailleurs d'acheter des actions dans les sociétés qui les emploient. Il s'agit d'une proposition digne d'intérêt à laquelle il aurait fallu donner la priorité dans le budget au lieu des autres mesures qu'on y trouve.

La réponse des conservateurs au problème que nous éprouvons au chapitre de la balance des paiements est d'encourager les exportations des matières premières non renouvelables et non traitées. Voilà à quoi revient en réalité leur décision de permettre l'exportation accrue de notre gaz naturel. Au lieu de s'en servir pour développer et étendre l'industrie pétrochimique nationale, au lieu de s'en servir comme substitut au pétrole importé, les conservateurs ont convenu de l'exporter et ceci sans réussir à obtenir en retour l'engagement de la part des Américains de nous approvisionner plus tard en gaz pour le même prix que nous exigeons pour notre gaz naturel.

### Des voix: Bravo!



M. Gray: Ils l'ont fait sans obtenir en retour que les États-Unis assurent un plus grand accès sur leur marché à nos produits manufacturés. Les conservateurs ont autorisé ces exportations sans réussir à obtenir d'engagement définitif au sujet de la construction du pipe-line du Nord. Ils n'ont pas réussi à obtenir l'engagement définitif de la part des producteurs de gaz que ces derniers financeront et construiront le pipe-line de gaz naturel jusqu'à la région atlantique du Canada. En lieu et place, du début jusqu'à la fin de ce budget, on demande aux Canadiens d'assumer la hausse des prix du combustible et la hausse des impôts, en prétextant de vouloir aider le Canada à devenir autonome sur le plan énergétique. Mais dans la mesure où l'on se sert de cet argent pour découvrir de nouvelles réserves de pétrole et de gaz naturel, je demande à la Chambre quelle assurance le gouvernement conservateur a-t-il donnée aux Canadiens à revenu faible et moyen que les nouvelles réserves découvertes avec leurs deniers ne seront pas simplement exportées aux États-Unis, comme cela se produit dans le cas des réserves de gaz naturel, découvertes ces dernières années au Canada, grâce aux revenus provenant des prix plus élevés et de l'impôt des contribuables.

#### Des voix: Bravo!

M. Gray: L'exposé budgétaire d'hier soir n'a pas répondu à cette question-clé.

Comme je l'ai dit hier soir, ce budget va à l'opposé de la stratégie industrielle dont notre pays a besoin. Cette stratégie doit se fonder sur nos atouts économiques, nos réserves et notre potentiel énergétique et la possibilité que nous avons de produire de l'énergie à moins cher que le prix international. Il faut aussi que le gouvernement incite notre industrie à fabriquer plus de produits finis, entièrement ouvrés, pour la consommation locale et surtout pour les marchés d'exportation. Au lieu de vendre de plus en plus de matières premières non transformées à l'étranger, nous devons fabriquer davantage de produits finis ou entièrement manufacturés en encourageant la recherche et la technologie canadiennes et en favorisant les entreprises canadiennes. Il faut également assurer des normes de productivité et d'efficacité élevées dans tous les secteurs de l'économie canadienne.

Ce budget ne fait rien de tout cela, il va à l'encontre de ces objectifs et empêche de les atteindre.